

BOUIRA

Rachid Benaïssa au Salon du mouton

«Très naïf, très intéressant et très naturel. » Voilà comment le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a décrit le Salon du mouton qui s'est tenu lundi à Dirah, commune située à 40 km au sud de Bouira.

Il est clair que le ministre n'est pas satisfait de la qualité du Salon, appelée à s'améliorer. D'ailleurs, il le dira : «Ce que j'ai retenu de ce salon, c'est cette volonté réelle et innocente des agriculteurs à mieux faire, et notre présence ici a justement pour but d'accompagner ces agriculteurs, les vrais, dans leur travail, et ce, dans le cadre de la nouvelle politique agricole pour le renouveau rural.»

Et parlant du mouton qui était à l'honneur, les présents ont remarqué les prix exorbitants affichés par les éleveurs. Des prix allant de 35 000 à 45 000 DA. Les visiteurs qui espéraient une vente promotionnelle lors de ce Salon ont vite déchanté. Les éleveurs présents à ce Salon ont saisi l'occasion pour exposer au ministre leurs problèmes, notamment la cherté des aliments du bétail. En effet, le maïs est cédé entre 3 500 et 4 000 DA le quintal, l'orge à 3 600 DA, le foin à 500 DA la botte et la paille à 300 DA. «Avec ces prix-là, le mouton n'est bénéfique qu'au prix de 1 200 DA le kilogramme», nous dira Boussaâda Abdelaziz, un éleveur ayant pris part à cet événement et qui possède 23 têtes de bovins, 70 têtes d'ovins et cultivant 50 ha de terre. Son confrère Moussa Derradji, de Dechmia, une commune limitrophe, qui possède 20 têtes d'ovins et 4 têtes de bovins et cultive 12 ha de terres agricoles, nous dira avoir vendu ses moutons à Sidi-Aïssa à 45 000 DA, bien au-dessus de leur prix réel.



Photo : D. R.

A la question de savoir pourquoi les prix sont plus élevés au Salon qu'au marché à bestiaux de Bouira, où le mouton moyen est cédé à 18 000 DA, l'un d'eux nous dira que les prix de référence appliqués dans ce Salon sont ceux pratiqués dans la capitale puisque la majorité des éleveurs de la région vendent leur bétail à Alger. D'ailleurs, Derradji nous dira que dans la capitale, ce sont les béliers qui se vendent facilement à des prix dépassant les 40 000 DA alors que l'agneau ne trouve pas acquéreur. Ainsi, le Salon du mouton, dont tout le monde s'attendait à des ventes promotionnelles, a été l'occasion aux éleveurs d'exposer leurs problèmes au ministre. La preuve, les moutons et les bovins n'étaient plus là après le départ de la délégation ministérielle.

Par ailleurs, le ministre Rachid Benaïssa avait toutes les raisons de parler de naïveté des exposants et des agriculteurs en général, puisque avant l'inauguration de ce Salon, il a eu à visiter plusieurs points dont une ancienne EAC située à Lakhdaria qui fait dans l'éle-

vage bovin. Sur le site, le ministre a eu droit à des explications concernant ce groupe de coopérateurs qui ambitionne d'élever 500 vaches laitières et de produire dans un délai n'excédant pas une année 10 000 litres de lait par jour, soit 3,6 millions de litres par an. Sur place, le ministre a insisté sur le sérieux et invité le directeur de l'agriculture à encourager ce genre d'initiative, surtout quand on sait que l'Algérie importe toujours sa consommation de lait. Au niveau de cette coopérative, il a été retenu le principe de travailler en partenariat avec une autre EAC qui dispose de 30 ha et qui sera d'un appui certain, en fournissant le fourrage vert indispensable à l'alimentation des vaches laitières.

Cela étant, parmi les autres satisfactions du ministre, on citera le périmètre irrigué des Aïrbs où est cultivée la pomme de terre, le plateau d'El-Esnam, avec près de 4 000 ha pour la pomme de terre de saison et d'arrière-saison et avec une production dépassant les 1,6 million de quintaux, le complexe avicole de 120 000 poules pondeuses, situé dans

une zone très reculée de Ouled Gacem et où le promoteur emploie quelque 30 ouvriers, le PPDRI de la localité Mihoubi, dans la commune de Bir-Ghbalou, et, enfin, l'exploitation agricole privée Omari, considérée comme un exemple de réussite à l'échelle de la wilaya.

En somme, le ministre, qui a eu des explications exhaustives concernant les indicateurs du secteur et du contrat de performance que la DSA ambitionne de réaliser pendant la période 2009-2014, a rassuré les agriculteurs sur le règlement de certaines contraintes, notamment les crédits Rfig à l'approvisionnement en engrais, et a toutes les raisons d'être satisfait de sa visite. En effet, la wilaya de Bouira, parmi les premières à présenter ce contrat de performance, ambitionne de rivaliser avec les autres wilayas dans plusieurs domaines, comme la céréaliculture, l'oléiculture, l'agrumiculture, l'élevage, et la production de la pomme de terre. Et d'être un exemple à suivre dans le cadre de la nouvelle politique agricole pour le renouveau rural.

Y. Y.

SOUK-AHRAS

Le ministre de l'Agriculture en visite à Souk-Ahras

Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a effectué mardi dernier une visite qui aura duré une journée et qui la conduit dans différentes régions de la wilaya où il a procédé à l'inspection de plusieurs projets rele-

vant de son secteur. Le représentant du gouvernement a commencé son périple par la visite de la commune de Tifech, une région fertile avec ses terres arables de la ferme Yousfi-Tayeb. Il a ensuite donné le coup d'envoi de la campagne labours-

semailles de l'année 2008-2009 avant de se rendre dans la commune de Hennancha où il a visité une seconde ferme.

La troisième halte a été le centre universitaire de Badji-Mokhtar où il a inauguré le reboisement de quelques hectares. Il a

également fait un saut à la laiterie Hammadia à la sortie est du chef-lieu de la wilaya avant de clôturer sa visite en présidant, au siège de la wilaya de Souk-Ahras, une séance de travail avec les professionnels de son secteur.

Barour Yacine

EXPLICATION DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURES CIVILE ET ADMINISTRATIVE À BLIDA

Huit cours du centre du pays conviées au débat ce jeudi

La cour de Blida organisera, ce jeudi à l'hôtel militaire, une journée d'étude ayant trait à l'explication du nouveau code de procédures civile et administrative, apprend-on auprès de M. Nedjar Seghir, procureur général adjoint à la cour de Blida. 350 personnes entre juges, présidents de cour, procureurs généraux, greffiers en chef, avocats, auxiliaires de justice ainsi que chercheurs et autres enseignants d'université activant dans les circonscriptions des cours de Blida, Alger, Médéa, Djelfa, Tizi-Ouzou,

Bouira, Béjaïa et Boumerdès sont concernées par cette journée. Elle aura pour objectif, nous dira M. Nedjar, de montrer aux juges la mise en pratique de ce nouveau code d'autant plus que des dispositions nouvelles ont vu le jour dont le recours à la médiation en matière de règlement des conflits commerciaux. Cette façon de faire réduira la charge des magistrats qui tiendront compte, nous fera-t-il savoir, des décisions prises par les uns et les autres après intervention du médiateur. L'application de

ce nouveau code de procédure civile et administrative, qui contient 1 065 articles, entrera en vigueur au mois d'avril 2009, nous dira-t-il. Enfin, il y a lieu de souligner que cette journée sera présidée par M. Ali Badoui, inspecteur général au ministère de la Justice, assisté par MM. Dib Abdesselam et Ahmed Mohamed Salah, respectivement président de chambre à la Cour suprême et directeur des affaires civiles au ministère de la Justice.

M. B.

DES ASSOCIATIONS SE MOBILISENT À SKIKDA

Vers la création d'un comité de sages ?

Quelques associations à caractère social, sportif et de quartier se sont donné rendez-vous il y a de cela une dizaine de jours pour vendredi prochain au siège de l'association Les amis de Skikda.

Objectif principal : trouver la méthode réglementaire pour la création d'un comité fédérateur des troupes dont l'appellation sera définie à l'issue de la rencontre. Une collation organisée le 20 novembre par Les amis de Skikda en son siège a permis aux représentants du mouvement associatif de débattre de moult problèmes auxquels est confrontée la commune de Skikda.

Le groupe était restreint, la ligue de promotion des comités de quartier de la ville de Skikda et les associations qui lui font «allégeance» n'ont pas daigné répondre à l'invitation. Hormis le P/APC et le P/APW, ce sont les mêmes, à quelques exceptions près, qui ont pris part à la rencontre.

Ceux-là mêmes qui ont été derrière le lancement du programme de mobilisation de la société civile et de l'installation des cinq ateliers de travail relatifs à la jeunesse et sports, santé, environnement, urbanisme et vieux bâti ; c'était le fameux appel du 26 novembre 2006. Donc, on reconduit la même équipe pour faire consensus autour d'un objectif dicté par la réalité du terrain. C'est dire aussi que l'attractivité voulue n'a pas eu lieu, l'esprit de groupe étant tout sauf solidarité citoyenne constructive.

De prime abord, il a été question d'un constat d'échec des actions de la société civile. Un mea-culpa réitéré par plusieurs intervenants dans la salle. Absence d'ancrage dans la société, faiblesse des adhérents et membres affiliés aux associations, non-suivi des initiatives lancées, manque de coordination entre associations, d'une part, et entre associations et l'administration, d'autre part. Ce sont là quelques-unes des causes relevées. Ensuite, et ce serait le point le plus important débattu, il s'agit du leadership prévalant au sein de la communauté civile.

D'ailleurs, les membres de l'association organisatrice n'ont cessé de le souligner tout au long de la rencontre en recourant à de différentes formulations langagières. «On traîne beaucoup de casseroles, de divergences personnelles et de manifestations égotiques. D'où la difficulté éternelle de se mettre d'accord pour l'intérêt général», nous dira sous le sceau de la confiance un des présents, au sortir de la salle. «Unissons-nous ! En mettant de côté les clivages et les intentions de leadership qui ont toujours accompagné nos actions», criait un membre de l'association Les amis de Skikda. «A votre convenance, si vous voulez que la prochaine rencontre soit organisée hors du siège de l'association, dites-le. L'actuel choix du lieu n'est motivé que par des considérations de disponibilité d'espace. Aussi, il vous reviendra le privilège de définir le prochain ordre du jour», répétait inlassablement un autre membre de la même association.

Enfin et après le courage de l'autocritique, place à la mise en exergue de la situation peu reluisante de Skikda, la ville particulièrement. Chômage, détérioration du cadre de vie, absence d'investissements publics ou privés créateurs de richesses et d'emplois, dégradation du réseau routier, dépassements, pollution, déficit de lieux destinés aux regroupements familiaux sont, entre autres, les lacunes relevées. Comment y remédier ? Que faire pour apporter soutien aux pouvoirs publics qui semblent dépassés par l'ampleur des problèmes ? En se plaçant dans une position d'un mouvement associatif fait de propositions et de concertations. «Que le comité qu'on aura à mettre en place soit une force de proposition et de concertation», lancera le président de l'union locale des salles des fêtes. Il est vrai que la commune de Skikda regorge de compétences, publiques ou anonymes, dans différents domaines. Reste à bien les exploiter dans la perspective de combattre l'idée sans cesse répandue de «Skikda : ville-terminus».

Certes, la tâche n'est pas aisée du fait de la difficulté de trancher ; «il est impossible de trouver l'homme du consensus», selon les dires d'un des invités à cette rencontre, mais l'urgence en vaut la peine.

La promesse de création d'un conseil consultatif du mouvement associatif est revenue dans les discussions. Des divergences ont vu le jour sur la manière de mettre en place ses représentants. Seront-ils désignés par le maire ou est-ce au mouvement associatif de les choisir ? L'avenir nous le dira. Rendez-vous vendredi 5 décembre : l'option d'un comité de sages pourrait faire du chemin. En oubliant, dans la foulée, que les échéances électorales approchent à grands pas, et que l'installation des comités de soutien à Abdelaziz Bouteflika soit en phase d'achèvement. D'ailleurs, toutes les associations se revendiquent apolitiques.

Zaïd Zoheir